



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
DPI-BPUPE-SUP-MB-2015

RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS

COMMUNE DE BOULOGNE-SUR-MER

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE
CONCERNANT LA RÉHABILITATION DU MUSOIR AVAL ET LA
RÉHABILITATION PARTIELLE DE LA JETÉE SUD OUEST AU PORT DE
BOULOGNE-SUR-MER
ET PORTANT SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION AU TITRE DU CODE
DE L'ENVIRONNEMENT (LOI SUR L'EAU)

La Préfète du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO en qualité de Préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Marc DEL GRANDE, en qualité de Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-10-135 du 24 juillet 2015 accordant délégation de signature à Monsieur Marc DEL GRANDE, Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

VU le dossier présenté par la Région Nord – Pas-de-Calais et joint à la demande ;

VU le courrier de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer en date du 24 septembre 2015 mentionnant la complétude du dossier ;

VU l'ordonnance du 12 octobre 2015 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Lille désignant le commissaire enquêteur et son suppléant ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Il sera procédé pendant 31 jours consécutifs, du 23 novembre au 23 décembre 2015 inclus, à une enquête publique portant sur la demande d'autorisation au titre du code de l'environnement, livre II, titre 1^{er}, chapitre IV, sur le projet de réhabilitation du musoir aval et la réhabilitation partielle de la jetée sud ouest au port de Boulogne-sur-Mer, présentée par la Région Nord – Pas-de-Calais.

Le délai fixé au présent article pourra être prolongé, sans que la durée de l'enquête excède 2 mois, sur décision motivée du commissaire enquêteur, et après que celui-ci ait informé la préfète de sa décision au plus tard huit jours avant le terme initialement prévu. Cette prolongation fera l'objet d'un affichage en mairie de Boulogne-sur-Mer au plus tard à la date de fin d'enquête prévue.

ARTICLE 2 : FORMALITÉS DE PUBLICITÉ

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée, un extrait du présent arrêté sera publié par le maire de Boulogne-sur-Mer, sur le territoire de sa commune par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés. Il justifiera de l'accomplissement de cette formalité par la production d'un certificat d'affichage.

Cet avis sera également publié à la diligence de Mme la Préfète et aux frais du demandeur, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Le présent arrêté sera par ailleurs mis en ligne sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais.

Un affichage de l'avis d'ouverture d'enquête sera effectué par le responsable du projet dans la commune sur le territoire de laquelle l'opération est projetée ainsi que dans les communes où l'opération paraît de nature à faire sentir ses effets de façon notable sur la vie aquatique, notamment des espèces migratrices, ou sur la qualité, le régime, le niveau et le mode d'écoulement des eaux.

ARTICLE 3 : DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

Par ordonnance du 12 octobre 2015, Madame la Présidente du Tribunal Administratif a désigné Monsieur Pierre WEBER, retraité de la fonction publique territoriale, en qualité de commissaire enquêteur, et Monsieur Emile HAGNERE, retraité de la gendarmerie en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur, celui-ci sera remplacé par le commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 4 : RESPONSABLE DE L'OPÉRATION

Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées :

à la Région Nord - Pas-de-Calais
Direction de la Mer, des Ports et du Littoral
Service Ingénierie
Siège de Région 151 avenue du Président Hoover
59555 LILLE CEDEX

ARTICLE 5 : DOSSIER D'ENQUÊTE

Les pièces du dossier d'enquête, comportant les informations environnementales, seront déposées en mairie susvisée pendant toute la durée de l'enquête, pour être communiquées aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

ARTICLE 6 : REGISTRE D'ENQUÊTE

Pendant toute la durée de l'enquête, un registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, et coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert en mairie de Boulogne-sur-Mer.

ARTICLE 7 : OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le commissaire enquêteur se tiendra également à la disposition du public, en mairie de Boulogne-sur-Mer pour y recevoir ses observations :

- le lundi 23 novembre 2015, de 9h00 à 12h00
- le vendredi 4 décembre 2015, de 14h00 à 17h00
- le samedi 12 décembre 2015, de 9h00 à 12h00
- le mercredi 23 décembre 2015, de 15h00 à 18h00

Pendant le délai fixé à l'article 1er, les intéressés pourront aussi faire connaître leurs observations :

- soit en les consignnant directement sur le registre d'enquête ouvert en mairie comme indiqué à l'article précédent,
- soit en les adressant par écrit au commissaire enquêteur en mairie de Boulogne-sur-Mer, lequel les annexera au registre déposé en cette même mairie.

ARTICLE 8 : DÉLIBÉRATION

Le conseil municipal donnera son avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête et au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

L'avis exprimé ultérieurement ne pourra être pris en compte.

ARTICLE 9 : CLÔTURE DE L'ENQUÊTE

Le registre d'enquête sera transmis par le maire de Boulogne-sur-Mer au commissaire enquêteur dès la clôture de l'enquête.

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos par le commissaire enquêteur.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, sous huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur rédigera un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies et dans un document séparé, ses conclusions motivées. Il précisera si ses conclusions sont favorables ou non au projet.

Ces opérations devront être terminées dans un délai d'un mois à compter de l'expiration de l'enquête.

Le Commissaire enquêteur transmettra ensuite l'ensemble de ces documents à Madame la Préfète du Pas-de-Calais (DPI/BPUPE).

ARTICLE 10 : DÉCISION

À l'issue de l'enquête, la Préfète du Pas-de-Calais statuera sur la demande d'autorisation.

ARTICLE 11 : PUBLICITÉ DU RAPPORT

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie de Boulogne-sur-Mer ainsi qu'en Préfecture du Pas-de-Calais (DPI-BPUPE), pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie de ces documents sera également mise en ligne, pendant un an, sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais (Publication/consultation du public/enquêtes publiques/eau)

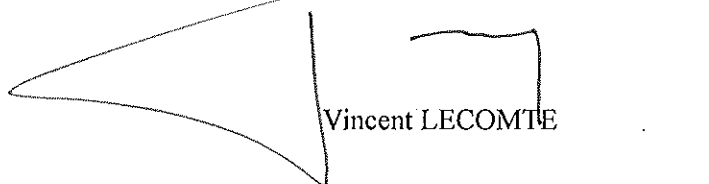
Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions motivées du commissaire-enquêteur en adressant sa demande écrite à Madame la Préfète du Pas-de-Calais (DPI-BPUPE).

ARTICLE 12 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Président de la Région Nord – Pas-de-Calais, le Maire de Boulogne-sur-Mer, le commissaire enquêteur et le commissaire enquêteur suppléant sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRAS, le 26 octobre 2015

Pour la Préfète et par délégation,
L'Adjoint au Directeur,



Vincent LECOMTE